

Compendium de mesures législatives et exécutives des Amériques et des Caraïbes en réponse à la **COVID-19**



Canada 

Cette ressource a été possible en partie grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Publié en mai 2020.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
AMÉRIQUE DU NORD	6
Canada.....	6
États-Unis	7
Mexique	9
AMÉRIQUE CENTRALE	9
Belize	9
Costa Rica	9
Le Salvador	10
Guatemala	13
Honduras	14
Panama.....	16
CARAÏBES	17
Antigua-et-Barbuda.....	17
Bahamas	18
Barbade	18
Dominique	18
République dominicaine	19
Grenade.....	20
Jamaïque	21
Saint-Christophe-et-Niévès	21
Sainte-Lucie	21
Trinité-et-Tobago	22
AMÉRIQUE DU SUD.....	23
Argentine.....	23
Bolivie	26
Brésil.....	29
Chili.....	30
Colombie	32
Équateur	41
Guyane	42
Paraguay.....	42
Pérou	44
Suriname	49
Uruguay.....	49
Venezuela.....	52
ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS	53
UNION EUROPÉENNE	54

INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 a entraîné de nouvelles difficultés sanitaires et socioéconomiques pour les pays d'Amérique et des Caraïbes, tout en exacerbant celles qui existaient déjà. Ce compendium, élaboré en collaboration avec l'Assemblée nationale de l'Équateur, décrit les décisions législatives et exécutives qui ont été adoptées par les pays de la région pour répondre à cette crise. Il couvre la période allant du 11 mars 2020, jour où l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la COVID-19 était une pandémie mondiale, jusqu'à la fin du mois d'avril 2020, ainsi que quelques mesures adoptées au préalable. Il présente également des décisions pertinentes prises par l'Organisation des États Américains et le Parlement, la Commission et Conseil de l'Union européenne, en tant que références pour les initiatives régionales.

Cette publication cible les mesures répondant aux impacts sanitaires et socioéconomiques de cette crise. Elle identifie les principaux sujets traités par ces mesures et souligne la prise en compte spécifique de l'ouverture, l'égalité des genres et la durabilité. Étant donné sa portée, ce compendium n'est pas un recueil exhaustif de toutes les mesures existantes. Bien que les déclarations d'état d'urgence figurent dans ce document, il exclut les mesures de sécurité concernant l'ordre public (ex. : couvre-feux et restrictions des rassemblements de masse) et les contrôles aux frontières, sauf si elles sont liées à d'autres mesures sanitaires, économiques ou sociales. Aussi, il n'aborde pas la politique monétaire adoptée par les banques centrales.

Reconnaissant que les pays ont été touchés par la COVID-19 et y ont répondu de différentes manières et à des rythmes différents, et que nombre d'effets de la pandémie seront ressentis dans la région sur le moyen et long terme, ce compendium vise à constituer un aperçu des premières réponses et un outil de dialogue autour des mesures possibles à l'avenir. Alors que les pays réfléchissent aux processus de récupération et de reconstruction, analyser un grand nombre de mesures législatives et exécutives prises jusqu'à ce jour peut être utile aux parlements et aux parlementaires de la région qui anticipent les prochaines étapes au sein de leur législature.

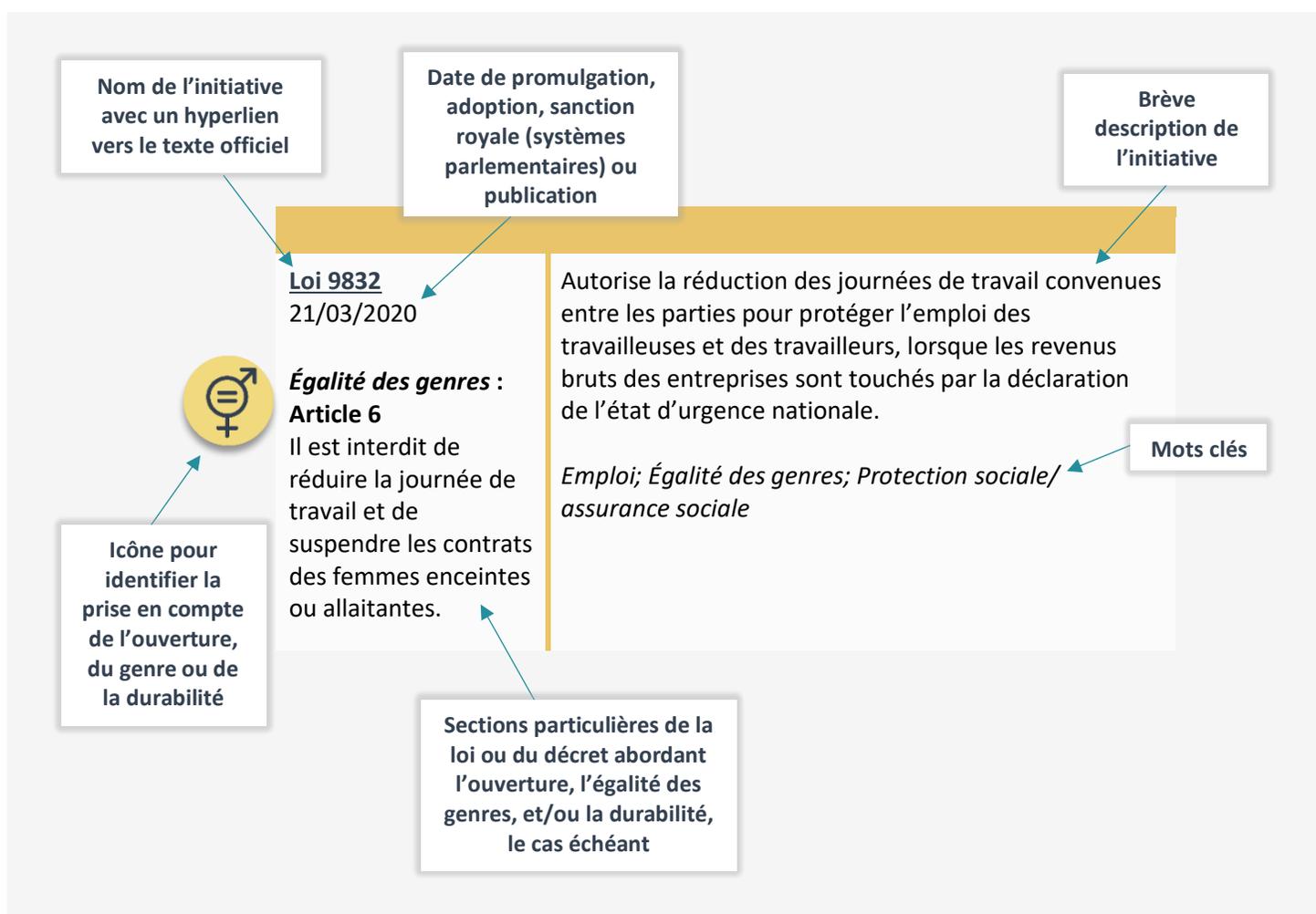
Comment utiliser ce compendium

Ce compendium est divisé par sous-région et par pays. Chaque mesure exécutive ou législative est accompagnée d'une brève description, de mots clés pour vous aider à identifier les sujets d'intérêt, et d'un lien vers le texte officiel. Le guide des mots clés ci-dessous décrit les sujets précis couverts par chaque mot clé.

Ce document contient également des icônes pour identifier la prise en compte de l'ouverture, de l'égalité des genres et de la durabilité :



Chaque mesure exécutive et législative est présentée comme suit :



	<i>Mots clés</i>	<i>Sujets précis</i>
<i>Secteur de la santé</i>	<i>Santé publique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ prévention des maladies ▪ mesures de préparation ▪ atténuation de la propagation des maladies
	<i>Sécurité sanitaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ déclarations d'urgence ▪ contrôle aux frontières ▪ confinement/restrictions des déplacements
	<i>Système de santé</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ financement du système de santé ▪ accès aux services ▪ télémédecine
	<i>Ressources médicales</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ équipement médical/de diagnostic ▪ fournitures médicales ▪ médicaments/produits pharmaceutiques
	<i>Personnel soignant</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ professionnelles et professionnels de la santé
<i>Secteur économique</i>	<i>Emploi</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ secteur ouvrier ▪ employeurs (secteurs privé et public) ▪ travailleuses et travailleurs ▪ chômage ▪ prestations et droits professionnels (ex. : congé de maladie) ▪ conditions de travail
	<i>Affaires budgétaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ impôts ▪ dépenses/budget du gouvernement ▪ dette nationale ▪ approvisionnement de biens et de services
	<i>Secteur financier et monétaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ accès aux crédits/prêts ▪ taux d'intérêt ▪ prix
	<i>Entreprises et industrie</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ aide aux entreprises et à l'industrie générales ▪ aide aux industries spécifiques
	<i>MPME</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ microentreprises ▪ petites entreprises ▪ moyennes entreprises
	<i>Agriculture</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ secteur agricole ▪ agricultrices et agriculteurs
	<i>Économie informelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ secteur informel ▪ travailleuses et travailleurs informels
	<i>Commerce</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ importations ▪ exportations ▪ droits et tarifs
	<i>Coopération internationale</i> <i>Coopération régionale</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ aide bilatérale/régionale ▪ aide humanitaire

Secteur social	<i>Protection sociale/assistance sociale</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ transferts de fonds* ▪ transferts en nature de produits de base* (ex. : nourriture) ▪ indemnités* (ex. : pour les services de première nécessité)
	<i>Protection sociale/assurance sociale</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pensions de retraite ▪ assurance-emploi ▪ assurance-maladie ▪ assurance-invalidité
	<i>Justice</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ accès à la justice et aux services de protection
	<i>Éducation</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ système éducatif ▪ étudiantes et étudiants ▪ prêts étudiants
	<i>Logement</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ droit au logement ▪ logement temporaire ▪ réduction/gel des loyers ▪ suspension des expulsions/saisies
	<i>Sécurité alimentaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ accès à la nourriture ▪ programmes d'aide alimentaire ▪ programmes d'alimentation scolaire
	<i>Services de première nécessité</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ eau potable ▪ services d'assainissement ▪ électricité ▪ gaz
	<i>Services de télécommunication</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ téléphone ▪ télévision ▪ internet
	<i>Développement rural</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ aide aux personnes vivant en milieu rural
	<i>Migrantes et migrants</i>	
<i>Populations carcérales</i>		
Égalité des genres	<i>Égalité des genres</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ non-discrimination
	<i>Violence domestique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ violence contre les femmes ▪ violence contre les enfants et les adolescents
	<i>Économie du soin</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ garde d'enfants ▪ aide aux ménages avec parent célibataire
Ouverture	<i>Transparence</i>	
	<i>Responsabilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ reddition de compte ▪ contrôle parlementaire ▪ audits
	<i>Participation du public</i>	
Durabilité	<i>Durabilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ protection de l'environnement ▪ préservation des écosystèmes ▪ bien-être de la faune et de la flore ▪ pollution

* Cible les ménages aux revenus faibles et autres populations vulnérables, y compris les seniors et les personnes ayant un handicap.



Canada

Arrêté d'urgence concernant l'importation et la vente d'instruments médicaux destinés à être utilisés à l'égard de la COVID-19
18/03/2020

Donne aux prestataires de soins un accès accéléré aux appareils médicaux liés à la COVID-19, y compris aux trousse d'essai de dépistage.



Commerce; Ressources médicales.

Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19
(L.C. 2020, ch. 5)
25/03/2020

Met en place des mesures pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur l'économie et la santé publique, comme des allocations de soutien du revenu aux travailleuses et travailleurs ayant perdu des revenus; des mesures pour prévenir les pénuries de produits thérapeutiques; la suspension des intérêts et des paiements des prêts étudiants; et des améliorations des prestations de l'assurance-emploi et de la réglementation des congés.



Affaires budgétaires; Agriculture; Économie du soin; Éducation; Logement; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Ressources médicales; Santé publique; Secteur financier et monétaire; Sécurité alimentaire.

Décision régissant Exportation et développement Canada
30/03/2020

Apporte une aide pour les fonds de roulement et la liquidité des microentreprises afin de couvrir des frais impossibles à reporter pendant la crise économique liée à la COVID-19.



MPME; Secteur financier et monétaire.

Loi n° 2 concernant certaines mesures en réponse à la COVID-19
(L.C. 2020, ch. 6)
11/04/2020

Introduit une subvention salariale d'urgence couvrant généralement 75 % du salaire d'une employée ou d'un employé.



Emploi; Entreprises et industrie.



H.R. 6074 : Loi de crédits supplémentaires pour la préparation et la réponse au coronavirus, 2020

06/03/2020

Responsabilité :

Chapitre 4, titre III, titre IV, titre V

Dispositions de contrôle dont la reddition de compte aux comités législatifs sur les plans de dépenses

Fournit un financement d'urgence de 8,3 milliards de dollars aux organismes fédéraux pour répondre à l'épidémie de COVID-19, y compris à l'Agence des produits alimentaires et médicamenteux, au Département de la santé et des services à la personne, à l'Agence des petites entreprises (compte de programme de prêts en cas de catastrophe), et au Département d'État.



Affaires budgétaires; Coopération internationale; Entreprises et industrie; MPME; Responsabilité; Ressources médicales; Santé publique; Système de santé.

Déclaration de l'urgence nationale

13/03/2020

Déclare une urgence nationale concernant l'épidémie due à la nouvelle maladie de la COVID-19.



Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.

H.R. 6201 : Loi de réponse au coronavirus donnant la priorité aux familles

18/03/2020

Responsabilité :

Chapitre A, titre VII; Chapitre B, titre III; Chapitre D

Rendre des comptes aux comités législatifs

Prévoit un congé payé, des crédits d'impôt et des dépistages de la COVID-19 gratuits; élargit l'aide alimentaire, y compris en maintenant les programmes d'alimentation scolaire, et l'assurance-emploi; et augmente le financement de Medicaid.



Affaires budgétaires; Économie du soin; Emploi; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Responsabilité; Sécurité alimentaire; Système de santé.

Ordre exécutif 13909

23/03/2020

Délègue au secrétaire de la santé et des services à la personne l'autorité d'affectation et de priorisation en vertu de la section 101 de la loi de 1950 sur la production de défense concernant les ressources sanitaires et médicales nécessaires pour répondre à la propagation de la COVID-19.



Ressources médicales; Santé publique.

Ordre exécutif 13910

26/03/2020

Délègue au secrétaire de la santé et des services à la personne l'autorité de prévenir l'accapement de ressources sanitaires et



H.R. 748 : Loi sur l'aide, le secours et la sécurité économique liée au coronavirus

27/03/2020

Responsabilité :

Chapitre A, titre IV, section 4020

Crée, au sein du Congrès, une Commission de contrôle de la mise en œuvre par le gouvernement de la loi de 2020 de stabilisation économique liée au coronavirus (loi comprise dans H.R. 748)

médicales nécessaires pour répondre à la propagation de la COVID-19 au sein des États-Unis et de mettre en place des restrictions de cet accaparement.



Ressources médicales; Secteur financier et monétaire.

Met en place des mesures pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur l'économie et la santé publique, dont un crédit d'impôt remboursable unique pour les individus et les familles; un élargissement de l'assurance-emploi; une suspension temporaire des remboursements des prêts étudiants; des crédits d'impôt pour les employeurs; un accès aux prêts pour les entreprises, les États et les municipalités; des subventions pour l'industrie aérienne; un financement supplémentaire pour plusieurs agences gouvernementales; des mesures visant à prévenir les pénuries de médicaments et d'appareils médicaux; des exigences de couverture des essais de dépistage de la COVID-19 par les assurances maladie privées; un financement des centres de santé servant les populations mal desservies; et des trousseaux d'essai et des équipements de protection pour les prisons.



Coopération internationale; Développement rural; Éducation; Emploi; Entreprises et industrie; Logement; MPME; Populations carcérales; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Responsabilité; Ressources médicales; Secteur financier et monétaire; Sécurité alimentaire; Système de santé.

Ordre exécutif 13911

01/04/2020

Prévoit des mesures pour créer, maintenir, protéger, élargir et réhabiliter les capacités industrielles nationales de base à produire les ressources sanitaires et médicales nécessaires pour réagir à la propagation de la COVID-19.



Affaires budgétaires; Entreprises et industrie; Ressources médicales.

H.R. 266 : Loi sur le renforcement du système de santé et le programme de protection des salaires

24/04/2020.

Prévoit un financement supplémentaire pour les prêts pour les petites entreprises, y compris les entreprises agricoles; les prestataires de soins de santé pour les dépenses liées aux soins ou la perte de revenus causées par la COVID-19; et la capacité de dépistage de la COVID-19.



Agriculture; Développement rural; MPME; Secteur financier et monétaire; Système de santé.



Mexique

Décret exécutif
24/03/2020

Adopte l'accord établissant les mesures préventives à mettre en place pour atténuer et contrôler les risques sanitaires qu'implique la maladie de COVID-19.



Santé publique

Décret exécutif
27/03/2020

Déclare des mesures extraordinaires pour lutter contre la maladie grave prioritaire entraînée par le virus SARS-CoV2 (COVID-19), y compris se procurer tout type de biens et de services nécessaires pour faire face à cette urgence et appliquer les mesures requises pour éviter la spéculation sur les prix.



Affaires budgétaires; Commerce; Ressources médicales; Santé publique; Secteur financier et monétaire.

AMÉRIQUE CENTRALE



Belize

Décret n° 45 de 2020
01/04/2020

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.

Motion prolongeant l'état d'urgence publique
28/04/2020



Santé publique; Sécurité sanitaire.



Costa Rica

Décret exécutif 42227-MP-S
16/03/2020

Déclare l'état d'urgence national sur tout le territoire de la République dû à la situation d'urgence sanitaire causée par la maladie de COVID-19.



Durabilité :
Article 3

Protection de l'environnement



Durabilité; Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.

Loi 9830
19/03/2020

Prévoit un allègement fiscal face à la COVID-19 via des moratoires sur les impôts et les droits de douane.



Affaires budgétaires; Commerce.

Loi 9832
21/03/2020

Autorise la réduction des journées de travail convenues entre les parties pour protéger l'emploi des travailleuses et des travailleurs, lorsque les revenus bruts des entreprises sont touchés par la déclaration de l'état d'urgence nationale.



Égalité des genres :
Article 6

Interdiction de réduire la journée de travail et de suspendre les contrats des femmes enceintes ou allaitantes



Emploi; Égalité des genres; Protection sociale/assurance sociale.

Loi 9839
21/04/2020

Permet aux travailleuses et aux travailleurs de retirer des ressources du Fonds de capitalisation du travail en cas de suspension ou de réduction de la journée du travail et du salaire.



Emploi; Protection sociale/assurance sociale.

Loi 9840
22/04/2020

Crée une indemnité en cas de chômage, de suspension temporaire du contrat de travail ou de réduction de la journée de travail, pour les personnes travaillant dans les secteurs privé et informel, et celles travaillant à leur compte, qui ont subi une baisse de leurs revenus à cause de l'état d'urgence nationale dû à la COVID-19.



Responsabilité :
Article 3

Évaluation de la gestion et de l'octroi de subventions



Économie informelle; Emploi; Protection sociale/assurance sociale; Responsabilité.



Le Salvador

Décret législatif 593
14/03/2020

Décète l'état d'urgence nationale prévu par la loi de protection civile, de prévention et d'atténuation des catastrophes pour une période de 30 jours.

Décret législatif 634
(prolongation du D.L. 593)
30/04/2020

 *Emploi; Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.*

Décret législatif 601
20/03/2020

Diffère le paiement des factures d'eau, d'électricité et de télécommunication (téléphone, câble et internet). S'applique aux factures des mois de mars, avril et mai 2020.

Décret législatif 618
(réforme du D.L. 601)
01/04/2020

 *Services de première nécessité; Services de télécommunication.*

Décret législatif 602
20/03/2020

Amende la loi de protection du consommateur. Fixe et modifie le plafonnement des prix de produits essentiels ou nécessaires en état d'urgence nationale.

 *Secteur financier et monétaire*

Décret législatif 607
26/03/2020

Suspend temporairement l'application de la loi de responsabilité budgétaire pour la viabilité des finances publiques et le développement social, tant que dureront les effets de l'urgence nationale de la pandémie de COVID-19.

 *Affaires budgétaires*

Décret législatif 612
01/04/2020

Égalité des genres :
Article 2

Continuité des prestations de maternité

Prévoit des dispositions transitoires pour garantir la continuité de la prestation de services de santé de l'Institut de sécurité sociale du Salvador aux travailleuses et aux travailleurs sans emploi, dont le contrat de travail a été suspendu, ou dont l'employeur est en retard pour payer les cotisations patronales.

 *Égalité des genres; Emploi; Protection sociale/assurance sociale; Système de santé.*

Décret législatif 614
01/04/2020

Établit les conditions pour l'octroi de crédits pour des activités productives, afin que les exigences de la réglementation n'entraient pas l'accès au crédit au sein des institutions financières.

 *Agriculture; Commerce; MPME; Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire.*

Décret législatif 615
01/04/2020

Amende la partie sur le Fonds de protection civile, de prévention et d'atténuation des catastrophes de la loi sur le budget, pour ajouter



	<p>42 millions de dollars afin de traiter les différents besoins faisant surface dû à la pandémie de COVID-19.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Santé publique.</i></p>
<p>Décret législatif 616 01/04/2020</p>	<p>Prévoit des dispositions spéciales et transitoires pour le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et pour les importateurs particuliers, dans les opérations d'achat de maïs, de haricots et de riz pour la consommation humaine, dans le cadre de l'urgence due à la COVID-19.</p> <p> <i>Agriculture; Commerce; Sécurité alimentaire.</i></p>
<p>Décret législatif 620 01/04/2020</p>	<p>Déclare que le travail des professionnelles et professionnels de la santé est essentiel dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 et dans la prise en charge des personnes en étant atteintes, car ce travail est un bien public devant être protégé par l'État.</p> <p> <i>Professionnelles et professionnels de la santé; Protection sociale/assurance sociale; Ressources médicales; Santé publique.</i></p>
<p>Décret législatif 624 16/04/2020</p> <p> Responsabilité : Article 1 Rapport sur l'utilisation des ressources</p>	<p>Permet d'utiliser 75 % de l'affectation correspondant aux mois d'avril et de mai de l'exercice fiscal 2020 alloué par la loi de création du Fonds pour le développement économique et social des municipalités, pour mettre en place des mesures de nettoyage des rues, des résidences et des communautés, et lors du paiement des salaires, afin d'éviter la propagation du virus.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Emploi; Responsabilité; Santé publique.</i></p>
<p>Décret législatif 625 16/04/2020</p> <p> Responsabilité : Article 3 Audits des dépenses et des investissements</p>	<p>Établit une disposition transitoire pour que les municipalités utilisent 2 % du Fonds pour le développement économique et social des municipalités dans la prise en charge, la prévention et la lutte contre la pandémie de COVID-19 dans leurs territoires.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Responsabilité; Santé publique.</i></p>
<p>Décret législatif 629 16/04/2020</p>	<p>Autorise le Trésor public à souscrire un contrat de prêt avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) à hauteur de 20 000 000 dollars, visant à financer l'exécution du « Projet de réponse du Salvador face à la COVID-19 ».</p>



Secteur financier et monétaire

Décret législatif 630

16/04/2020

Économie du soin :

Article 7

Salaire supplémentaire pour les professionnelles de la santé qui sont mères célibataires

Garantit la prise en charge adéquate des professionnelles et professionnels de la santé travaillant dans des institutions du système national, ainsi que de celles et ceux qui travaillent dans le secteur privé et qui répondent à l'appel de soutien durant l'urgence due à la COVID-19.



Économie du soin; Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Ressources médicales; Système de santé.



Guatemala

Décret du Congrès 8-2020

21/03/2020

Décret du Congrès 9-2020

(ratifie la réforme du D.G. 5-2020)

01/04/2020

Ratifie le décret gouvernemental n° 5-2020 du 5 mars 2020 émis par le président de la République au Conseil des ministres, qui déclare l'état de calamité publique pour une durée de 30 jours et sur tout le territoire national.



Affaires budgétaires; Protection sociale/assurance sociale; Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret du Congrès 12-2020

01/04/2020

Responsabilité;

Transparence :

Article 15, 1b)

Mesures pour le Programme d'aide alimentaire et de prévention de la COVID-19, comme la présentation d'un rapport à la Commission de la transparence et de la probité du Congrès

Crée les premières mesures sanitaires, économiques, financières et économiques pour affronter la crise découlant des mesures adoptées pour contenir et atténuer les répercussions de la pandémie de COVID-19.



Affaires budgétaires; Migrants et migrants; MPME; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Ressources médicales; Santé publique; Secteur financier et monétaire; Sécurité alimentaire; Services de première nécessité; Système de santé; Transparence; Responsabilité.



Décret du Congrès 13-2020

08/04/2020

Établit les mécanismes pour compenser et atténuer la crise économique durant la pandémie de COVID-19, y compris des mesures de compensation sociale destinées aux habitantes et habitants de la



Économie du soin :

Article 2

Mères célibataires et familles monoparentales parmi les groupes prioritaires pour le Fonds des bons pour les familles

République et ciblant particulièrement la population la plus vulnérable.



Économie du soin; Emploi; MPME; Protection sociale/assistance sociale; Secteur financier et monétaire; Transparence.



Transparence :

Article 12 :

Publication de rapports sur des portails d'information publique

Décret du Congrès 20-2020
16/04/2020

Augmente le budget général des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice fiscal 2020 afin de minimiser les conséquences de la COVID-19.



Affaires budgétaires



Honduras

Décret exécutif PCM-005-2020

10/02/2020

Déclare l'état d'urgence humanitaire et sanitaire afin de poursuivre et de renforcer les mesures de prévention et de contrôle, et de garantir la prise en charge des personnes atteintes de la dengue; ainsi que pour renforcer les mesures de surveillance, de prévention et de contrôle, et pour garantir la prise en charge de personnes pouvant souffrir de la COVID-19.

Décret exécutif PCM-23-2020 (réforme le D.E. PCM-005-2020)

21/03/2020



Ressources médicales; Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.

Décret législatif 29-2020
12/03/2020

Suspend le paiement de la taxe sur les ventes et de la « taxe production et consommation » à l'achat local et à l'importation de matières premières, d'intrants et de matériel d'emballage nécessaires pour fabriquer des produits désinfectants et des médicaments, afin de gérer l'urgence sanitaire et de combattre les effets du risque probable d'infection au coronavirus.



Affaires budgétaires; Commerce; Ressources médicales.



Décret législatif 31-2020
13/03/2020

Transparence :

Article 5

Divulgateion permanente des dépenses publiques

Décrète la loi spéciale sur l'accélération économique et la protection sociale face aux effets de la COVID-19.



Affaires budgétaires; Emploi; MPME; Protection sociale/assurance sociale; Secteur financier et monétaire; Système de santé; Transparence.

Décret exécutif PCM-019-2020

16/03/2020

Approuve le protocole d'hygiène et de sécurité de prévention de la COVID-19.



Emploi; Protection sociale/assurance sociale; Santé publique.

Décret exécutif PCM-025-2020

28/03/2020

Crée l'opération « Honduras solidaire » afin de fournir des rations alimentaires de produits de première nécessité à au moins 800 000 familles honduriennes touchées par la crise mondiale causée par la menace de propagation de la COVID-19.



MPME; Protection sociale/assistance sociale; Sécurité alimentaire.

Décret exécutif PCM-030-2020

28/03/2020

Déclare le soutien au secteur de production alimentaire et à l'industrie agroalimentaire comme priorité nationale, et décrète des mesures garantissant la souveraineté et la sécurité alimentaire.



Agriculture; Secteur financier et monétaire; Sécurité alimentaire.

Décret législatif 33-2020
03/04/2020

Décrète la loi d'aide au secteur productif et aux travailleuses et travailleurs face aux effets de la pandémie de COVID-19.



Affaires budgétaires; Commerce; Emploi; Protection sociale/assurance sociale; Système de santé; Logement.



<p><u>Décret exécutif 64</u> 28/01/2020</p>	<p>Adopte les mesures nécessaires indispensables et urgentes du Plan national face à la menace d'épidémie du nouveau coronavirus (2019-nCoV) défini par le Ministère de la santé.</p> <p> <i>Santé publique; Système de santé.</i></p>
<p><u>Résolution 11 du cabinet</u> 13/03/2020</p>	<p>Déclare l'état d'urgence nationale et prévoit de nouvelles dispositions.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Santé publique; Sécurité sanitaire.</i></p>
<p><u>Décret exécutif 114</u> 13/03/2020</p>	<p>Fixe la marge brute maximale de vente dans toutes les chaînes de commercialisation d'articles d'hygiène personnelle, de nettoyage et de consommation de première nécessité dans la République du Panama, et adopte d'autres dispositions pour une mise en œuvre adaptée.</p> <p> <i>Secteur financier et monétaire</i></p>
<p><u>Décret exécutif 78</u> 16/03/2020</p>	<p>Prévoit des mesures en matière de travail pour éviter la contagion du virus dans les entreprises du pays. Prévoit des mesures pour les travailleuses et les travailleurs ayant soixante ans ou plus ou souffrant de maladies chroniques, et pour les femmes enceintes, ainsi que de nouvelles obligations des employeurs dans l'application de protocoles pour assurer l'hygiène et la santé sur le lieu de travail.</p> <p> <i>Emploi; Santé publique.</i></p>
<p><u>Décret exécutif 81</u> 20/03/2020</p> <p><u>Décret exécutif 95</u> (prolongation du D.E. n° 81) 21/04/2020</p>	<p>Établit que les contrats des travailleuses et des travailleurs d'entreprises dont l'activité est interrompue seront considérés comme suspendus à l'égard de tous les effets professionnels, dans le cadre des mesures préventives des autorités gouvernementales.</p> <p> <i>Emploi</i></p>
<p><u>Décret exécutif 251</u> 24/03/2020</p>	<p>Adopte des mesures fiscales pour alléger les répercussions économiques découlant de l'état d'urgence nationale.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Sécurité sanitaire.</i></p>

Décret exécutif 400
27/03/2020

Crée le Plan Panama solidaire afin d'atténuer les besoins en aliments, en produits d'hygiène et en médicaments des citoyennes et des citoyens sur le territoire national. Ces derniers recevront de sacs de nourriture, des bons solidaires ou des bons numériques, en fonction de la logistique requise pour remettre et utiliser ces aides.



Développement rural; Protection sociale/assistance sociale; Sécurité alimentaire.

Décret exécutif 520
31/03/2020

Prévoit une procédure spéciale temporaire permettant au Conseil technique de la santé d'émettre des certificats d'aptitude durant la crise sanitaire due à la COVID-19 afin de recruter rapidement des médecins et autres professionnelles et professionnels de la santé.



Professionnelles et professionnels de la santé; Système de santé.

Décret exécutif 86
02/04/2020

Autorise temporairement les plateformes numériques du Ministère du travail et du développement professionnel à recevoir et à traiter des plaintes ou réclamations de travailleuses et travailleurs découlant du décret exécutif 81 du 20 mars 2020 relatif à la suspension des contrats.



Emploi

Loi 139
02/04/2020

Adopte une loi générale sur les mesures d'urgence pour affronter la crise sanitaire causée par la pandémie de COVID-19.



Affaires budgétaires; Protection sociale/assistance sociale; Ressources médicales; Sécurité alimentaire.

CARAÏBES



Antigua-et-Barbuda

Proclamation déclarant un état d'urgence

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.

(Décret 2020, n° 19)
25/03/2020

**Résolution de la Chambre
des représentants
approuvant un état
d'urgence publique**
(Décret 2020, n° 24)
31/03/2020



Sécurité sanitaire; Santé publique.



Bahamas

**Déclaration de l'état
d'urgence**
17/03/2020

Résolution parlementaire
(approbation de la
prolongation de l'état
d'urgence jusqu'au
30/05/2020)
27/04/2020

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.



Sécurité sanitaire; Santé publique.



Barbade

Décret 2020, n° 15
28/03/2020

Résolution n° 14/2020
(l'Assemblée adopte la
prolongation de l'état
d'urgence publique)
24/04/2020

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.



Sécurité sanitaire; Santé publique.



Dominique

**Proclamation déclarant un
état d'urgence 2020**

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.

01/04/2020



Sécurité sanitaire; Santé publique.



République dominicaine

Décret 132-20

19/03/2020

Confirme la Commission de haut niveau pour la prévention et le contrôle du coronavirus, prévoit la création de la Commission chargée des affaires économiques et de l'emploi et de la Commission chargée des affaires sociales pour répondre aux besoins de la population en matière sanitaire, économique et sociale.



Commerce; Économie du soin; Éducation; Emploi; MPME; Entreprises et industrie; Ressources médicales; Protection sociale/assistance sociale; Santé publique; Secteur financier et monétaire; Sécurité sanitaire.

Décret 133-20

19/03/2020

Décret 144-20 (amendement du décret 133-20)

02/04/2020

Déclare comme urgents les achats et l'approvisionnement de biens et services indispensables à l'exécution des initiatives de prévention, d'assistance médicale et de construction d'infrastructures de santé publique face à la COVID-19.



Affaires budgétaires; Santé publique.

Décret 134-20

19/03/2020

Responsabilité :

Article 3

Le pouvoir exécutif remettra des rapports périodiques à la commission bicamérale du Congrès national.

Décret 148-20 (prolongation du décret 134-20)

14/04/2020

Déclare l'état d'urgence sur tout le territoire national pendant 25 jours en vertu de l'autorisation octroyée par le Congrès national par le biais de la résolution n° 62-20 du 19 mars 2020.



Emploi; Responsabilité; Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.

Décret 141-20

01/04/2020

Désigne un Comité chargé de l'urgence et de la gestion sanitaire pour combattre la COVID-19.



	 <p><i>Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.</i></p>
<p><u>Décret 143-20</u> 02/04/2020</p>	<p>Crée un Fonds d'assistance solidaire aux employés pour aider de manière transitoire les travailleuses et travailleurs formels du secteur privé grâce à un transfert de ressources, afin de contrer les répercussions économiques des mesures adoptées pour freiner la propagation du COVID-19.</p>
	 <p><i>Emploi; Protection sociale/assistance sociale.</i></p>
<p><u>Décret 145-20</u> 05/04/2020</p>	<p>Crée la Commission du contrôle citoyen lié à la COVID-19 en tant que mécanisme pour surveiller, suivre et contrôler les procédures d'achat et d'approvisionnement effectuées dans le cadre d'achats d'urgence selon les dispositions du pouvoir exécutif.</p>
 <p>Participation du public; Responsabilité : Décret complet</p>	 <p><i>Affaires budgétaires; Participation du public; Responsabilité.</i></p>



Grenade

<p><u>Proclamation déclarant un état d'urgence</u> 30/03/2020</p>	<p>Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.</p>
<p><u>Résolution de la Chambre des représentants approuvant la déclaration d'un état d'urgence</u> 17/04/2020</p>	 <p><i>Sécurité sanitaire; Santé publique.</i></p>
<p><u>Loi sur l'allégement fiscal lié à la COVID-19, 2020</u> 20/04/2020</p>	<p>Suspend certaines obligations fiscales imposées par d'autres lois du parlement pour atténuer les répercussions financières négatives de la pandémie de COVID-19.</p>
	 <p><i>Affaires budgétaires</i></p>



Jamaïque

Ordre sur la gestion des risques de catastrophe (mesures d'exécution), 2020
16/03/2020

Invoque la section 26(2) de la loi sur la gestion des risques de catastrophe de 2015, déclarant la Jamaïque comme une zone sinistrée dû à la pandémie de COVID-19.



Emploi; Sécurité sanitaire; Santé publique.



Saint-Christophe-et-Niévès

Proclamation déclarant un état d'urgence
(Ordres et règles statutaires n° 6 de 2020)
28/03/2020

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.



Sécurité sanitaire; Santé publique.

Résolution de l'Assemblée nationale adoptée en vertu de la section 19(3) de la Constitution de 1983 de Saint-Christophe-et-Niévès
(Ordres et règles statutaires n° 13 de 2020, prolongation de six mois de l'état d'urgence)
17/04/2020



Sainte-Lucie

Proclamation d'un état d'urgence
(Décret, 2020, n° 39)
23/03/2020

Déclare un état d'urgence publique dû à la COVID-19.



Sécurité sanitaire; Santé publique.

Résolution du Parlement approuvant la déclaration d'un état d'urgence
(Décret, 2020, n° 40)

24/03/2020

Extension de la résolution du Parlement approuvant la déclaration d'un état d'urgence

(Décret, 2020, n° 60, extension jusqu'au 31/05/2020)
23/04/2020

Réglementations sur la société nationale d'assurance (programme d'aide économique dû à la COVID-19)

(Décret, 2020, n° 64)
24/04/2020

Apporte une aide financière aux personnes ayant subi une perte de revenu comme conséquence de la COVID-19.



Emploi; Protection sociale/assurance sociale.



Trinité-et-Tobago

Proclamation déclarant la COVID-19 comme maladie infectieuse dangereuse

31/01/2020

Déclare le nouveau coronavirus de 2019 comme maladie infectieuse dangereuse.



Santé publique

Loi de dispositions diverses (Nouveau coronavirus de 2019 [2019-nCoV]), 2020

20/03/2020

Amende plusieurs lois pour étendre la validité des licences dans certaines industries en réponse à la COVID-19.



Entreprises et industrie; Sécurité sanitaire.

Loi de dispositions diverses (fonds de stabilisation et du patrimoine de 2020, obligations d'épargne du gouvernement et taxe sur la valeur ajoutée), 2020

26/03/2020

Amende la loi sur le fonds de stabilisation et du patrimoine pour autoriser les retraits si une zone est déclarée sinistrée en vertu de la loi des mesures de catastrophe, si une maladie infectieuse dangereuse est déclarée en vertu de l'ordonnance de santé publique, ou s'il y a une baisse des revenus prévus. Elle amende également la loi sur les obligations d'épargne du gouvernement et celle sur la taxe sur la valeur ajoutée.



Affaires budgétaires; Secteur financier et monétaire.



Argentine

Décret 260/2020

12/03/2020

Prolonge pour une période d'un an l'état d'urgence sanitaire publique établi par la loi n° 27.541 dû la pandémie déclarée par l'Organisation mondiale de la santé en raison du COVID-19.



Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret 309/2020

23/03/2020

Économie du soin :**Article 4**

Indemnité extraordinaire aux allocations universelles pour enfant et pour grossesse

Octroie une indemnité extraordinaire et unique, destinée aux titulaires de prestations de prévoyance, afin d'approfondir l'accompagnement et la protection des secteurs les plus démunis de la société face à la conjoncture actuelle.



Économie du soin; Protection sociale/assistance sociale.

Décret 310/2020

23/03/2020

Crée un Revenu familial d'urgence pour le bien-être des secteurs de la population dont les revenus seront fortement interrompus durant la période de confinement. Il consiste en un paiement exceptionnel qui sera octroyé aux personnes se retrouvant sans emploi ou travaillant dans l'économie informelle, à leur compte ou chez des particuliers.



Économie informelle; Emploi; Protection sociale/assistance sociale.

Décret 311/2020

24/03/2020

Décret 426/2020

(prolongation du décret 311/2020)
30/04/2020

Dispose que les entreprises prestataires de services comme l'électricité, l'eau, le gaz en réseau, la téléphonie fixe et mobile, Internet et la télévision par câble, ne pourront pas les suspendre pour défaut de paiement jusqu'à trois factures consécutives ou non. La mesure restera en vigueur pendant 180 jours.



Emploi; MPME; Services de première nécessité; Services de télécommunication.

Décret 312/2020

24/03/2020

Suspend l'application d'amendes et l'obligation de procéder à la clôture et à l'interdiction de comptes bancaires suite au rejet de chèques en raison de fonds insuffisants. Suspend l'obligation des institutions de crédit de demander aux employeurs une preuve ou une

<p><u>Décret 425/2020</u> (prolongation du décret 312/2020) 30/04/2020</p>	<p>déclaration assermentée qu'ils n'ont aucun paiement ni aucune cotisation en suspens avant de leur octroyer un crédit.</p> <p> <i>Emploi; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 315/2020</u> 26/03/2020</p>	<p>Octroie un paiement différentiel extraordinaire aux personnes ayant presté des services durant les mois d'avril à juillet dans des centres de soin de santé du secteur public, privé et de la sécurité sociale et qui sont par conséquent exposées à la gestion de cas liés à la COVID-19.</p> <p> <i>Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Système de santé.</i></p>
<p><u>Décret 319/2020</u> 29/03/2020</p>	<p>Dispose que jusqu'au mois de septembre de cette année, la mensualité des hypothèques sur des biens immeubles destinés à être des logements uniques et qui sont occupés ne pourra pas dépasser le montant de la mensualité du mois de mars. Suspend aussi les saisies hypothécaires, judiciaires ou extrajudiciaires.</p> <p> <i>Logement; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 320/2020</u> 29/03/2020</p>	<p>Suspend l'évaluation de biens immeubles pour défaut de paiement et prolonge la vigueur des contrats de location devenus caducs à partir du 20 mars 2020. Prévoit également le gel des loyers et que le montant correspondant au mois de mars 2020 devra être payé d'ici le 30 septembre.</p> <p> <i>Logement; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 326/2020</u> 31/03/2020</p>	<p>Crée un Fonds d'allocation spécifique qui disposera de 30 milliards de pesos que l'État transférera au Fonds de garantie argentin destiné aux micro, petites et moyennes entreprises. Les garanties octroyées viseront à faciliter le remboursement des crédits de fonds de roulement, y compris les paiements des salaires.</p> <p> <i>Emploi; MPME; Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 329/2020</u> 31/03/2020</p>	<p>Interdit les licenciements sans juste cause, en raison d'un manque ou d'une diminution du travail, et pour force majeure durant les 60 jours suivant la date de publication du décret dans le Journal officiel, pour</p>

	<p>garantir que les travailleuses et les travailleurs ne perdront pas leur travail dû à cette situation d'urgence, et pour assurer des conditions de vie dignes pour eux et leur famille.</p> <p> <i>Emploi</i></p>
<p><u>Décret 346/2020</u> 05/04/2020</p>	<p>Prévoit le report des paiements des intérêts et des remboursements du capital de la dette publique nationale contractée, via des titres libellés en dollars des États-Unis en vertu du droit argentin jusqu'au 31 décembre 2020, ou jusqu'à une date antérieure déterminée par le Ministère de l'économie.</p> <p> <i>Affaires budgétaires</i></p>
<p><u>Décret 352/2020</u> 08/04/2020</p>	<p>Aide financièrement les provinces en affectant des ressources provenant du Fonds du Trésor public national et autres ressources prévues acheminées par le Fonds fiduciaire de développement provincial afin d'appuyer le fonctionnement normal des finances des provinces et de couvrir les besoins occasionnés par la COVID-19.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 367/2020</u> 13/04/2020</p>	<p>Met en place des politiques de sécurité sociale pour renforcer la protection de la santé des travailleuses et travailleurs exerçant des activités professionnelles essentielles. Les assurances risques professionnels devront adapter leurs couvertures pour que les travailleuses et les travailleurs atteints de la COVID-19 reçoivent immédiatement les prestations adéquates.</p> <p> <i>Emploi; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>
<p><u>Décret 376/2020</u> 19/04/2020</p>	<p>Crée un programme d'aide d'urgence au travail et à la production, destiné aux employeurs comme aux employées et employés, et consistant en le report et en la réduction de jusqu'à 95 % du paiement des cotisations patronales, l'allocation d'un salaire compensatoire pour les personnes qui travaillent pour l'État, et un système intégré d'indemnités de chômage.</p> <p> <i>Emploi; MPME; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>

Décret 387/2020
20/04/2020

Approuve le modèle d'accord de prêt convenu entre la République d'Argentine et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour un montant de 30 000 000 dollars des États-Unis pour financer le « Projet d'urgence de prévention et de gestion de la maladie à COVID-19 en République d'Argentine ».



Santé publique; Secteur financier et monétaire; Système de santé.



Bolivie

Décret suprême 4174
05/03/2020

Autorise exceptionnellement un approvisionnement direct en médicaments, appareils médicaux, matériel, réactifs, équipement médical et services de conseil du personnel soignant, pour la prévention, le contrôle et la prise en charge de cette « urgence de santé publique internationale » causée par la COVID-19.



Affaires budgétaires; Professionnelles et professionnels de la santé; Santé publique.

Décret suprême 4179
12/03/2020

Déclare l'état d'urgence nationale dû à l'épidémie de COVID-19 et autres phénomènes défavorables.



Affaires budgétaires; Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret suprême 4197
18/03/2020

Octroie le Bon famille de façon extraordinaire et prévoit la réduction temporaire des prix de l'électricité dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire nationale et du confinement.

Décret suprême 4210
(élargit la portée du Bon famille)
08/04/2020



Éducation; Protection sociale/assistance sociale; Services de première nécessité.

Décret suprême 4198
18/03/2020

Prévoit des mesures fiscales d'urgence et temporaires durant l'état d'urgence nationale due à l'épidémie de COVID-19, comme le report et des facilités de paiement des services pour les entreprises.



Affaires budgétaires; Entreprises et industrie; Système de santé.

Décret suprême 4200
25/03/2020

Fortifie et renforce les mesures pour éviter la contagion et la propagation de la COVID-19 sur tout le territoire de l'État plurinational de Bolivie, et octroie des produits de base et une réduction temporaire des prix de l'électricité et de l'eau potable.



Protection sociale/assistance sociale; Sécurité sanitaire; Services de première nécessité.

Décret suprême 4201
25/03/2020

Attribue des fonctions à la Centrale des approvisionnements et des fournitures de santé et établit des procédures et des mécanismes pour l'acquisition de médicaments, d'appareils médicaux, de matériel, de réactifs, d'équipement médical et de services de conseil du personnel soignant, durant la période de mise en œuvre des actions et mesures de surveillance épidémiologique, de prévention, de contention, de diagnostic, de prise en charge et de traitement de la maladie au coronavirus.



Affaires budgétaires; Ressources médicales; Professionnelles et professionnels de la santé; Santé publique.

Décret suprême 4204
01/04/2020

Prévoit que les professionnelles et professionnels de la santé pourront exercer leurs fonctions au-delà des horaires établis dans différents établissements de santé du Système national de santé.



Professionnels de la santé; Système de santé.

Loi 1293
01/04/2020

Garantit le traitement gratuit des personnes atteintes de la COVID-19 et autorise exceptionnellement les autorités du gouvernement transitoire et des gouvernements sous-nationaux à utiliser des ressources économiques pour gérer cette urgence.

Décret suprême 4205
(réglemente l'application de la loi 1293)
01/04/2020



Affaires budgétaires; Ressources médicales; Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé.

Loi 1294
01/04/2020

Diffère le paiement du capital, des intérêts et d'autres types de taxes liées aux crédits contractés auprès des différents organismes financiers, et réduit de moitié le paiement mensuel des services de base d'eau potable, d'électricité et de gaz domestique, durant l'état d'urgence dû à la pandémie de COVID-19.

Décret suprême 4206
(réglemente l'application de la loi 1294)
01/04/2020



Secteur financier et monétaire; Services de première nécessité.

Décret suprême 4211
08/04/2020

Met en place des mesures tarifaires temporaires à travers la baisse de la taxe tarifaire à 0 % pour l'importation de blé afin de préserver la santé et d'assurer la sécurité alimentaire de la population.



Commerce; Sécurité alimentaire.

Décret suprême 4215
14/04/2020

Octroie le « Bon universel » et élargit la portée du « Bon famille » aux étudiants d'établissements éducatifs publics et religieux du Secteur de l'éducation des jeunes et des adultes, et d'établissements éducatifs privés.



Protection sociale/assistance sociale

Décret suprême 4216
14/04/2020

Crée le Programme spécial d'aide aux micro, petites et moyennes entreprises, et le Plan d'urgence d'aide à l'emploi et à la stabilité professionnelle pour les entreprises légalement constituées.



Emploi; MPME; Secteur financier et monétaire.

Décret suprême 4217
14/04/2020

Autorise la contraction d'une assurance pour les professionnelles et professionnels de la santé en contact avec la COVID-19.



Professionnelles et professionnels de la santé; Protection sociale/assurance sociale.

Décret suprême 4227
28/04/2020

Réduit à 0 % la taxe tarifaire à l'importation de matériel, médicaments, appareils médicaux et équipement faisant l'objet d'un achat ou d'un don; pour la prise en charge de la COVID-19, du diabète de types I et II, et de maladies rénales, cardiovasculaires, neurologiques et oncologiques.



Commerce; Ressources médicales.

Décret 4226
04/05/2020

Économie du soin :
Article 2

Inclut les femmes enceintes et les garants uniques

Prévoit l'octroi d'amnistie ou d'impunité pour des raisons humanitaires dans le cadre de l'urgence sanitaire nationale, dans tout le territoire de l'État plurinational de Bolivie, contre la contagion et la propagation de la COVID-19.



Économie du soin; Population carcérale; Santé publique.



d'enfants de moins de six ans



Brésil

Loi 13.982
02/04/2020



Économie du soin :

Article 2, paragraphe 3

Soutien supplémentaire aux femmes à la tête de familles monoparentales

Modifie la loi n° 8.742 (1993) en établissant des critères supplémentaires pour définir la situation de vulnérabilité sociale afin de déterminer l'éligibilité à l'approvisionnement constant, et prévoit des mesures exceptionnelles de protection sociale qui seront adoptées durant la lutte contre le coronavirus.



Économie du soin; Économie informelle; MPME; Protection sociale/assistance sociale.

Décret 10 311
03/04/2020



Participation du public :

Article 8

Il est possible d'inviter des représentantes et représentants d'organismes publics ou privés et d'organisations de la société civile à participer aux réunions du Conseil

Fonde le Conseil de solidarité dans la lutte contre la COVID-19 et ses répercussions sociales et économiques



Commerce; Économie du soin; Éducation; Emploi; Entreprises et industrie; Participation du public; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Secteur financier et monétaire; Sécurité sanitaire; Système de santé.

Loi 13.987
07/04/2020

Autorise la distribution d'aliments achetés avec des fonds issus du Programme national d'alimentation scolaire aux parents ou garants d'étudiants d'écoles primaires publiques, durant la suspension des cours en cas d'urgence ou de calamité publique.



Économie du soin; Éducation; Sécurité alimentaire.

Loi 13.989
15/04/2020

Autorise à utiliser la télémédecine en cas d'urgence pendant la crise causée par le coronavirus.



Santé publique; Système de santé.

Loi 13.993
23/04/2020

Interdit l'exportation de produits médicaux, hospitaliers et d'hygiène de base pour lutter contre l'épidémie de coronavirus au Brésil pendant l'urgence sanitaire publique nationale causée par l'infection humaine au nouveau coronavirus.



Commerce; Ressources médicales.



Chili

Décret 4
05/02/2020

Décète l'alerte sanitaire et octroie des capacités extraordinaires dû à l'urgence de santé publique internationale causée par l'épidémie du nouveau coronavirus.

Décret 6
(modifie le décret 4)
06/03/2020



Affaires budgétaires; Ressources médicales; Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret 10
(modifie le décret 4)
24/03/2020

Décret suprême 420
30/03/2020

Prévoit des mesures fiscales pour soutenir les familles, les travailleuses et travailleurs, ainsi que les micro, petites et moyennes entreprises, face aux difficultés entraînées par la propagation de la maladie à COVID-19 au Chili.

Décret suprême 553
(modifie le décret suprême 420)
09/04/2020



Affaires budgétaires; Emploi; MPME.

Loi 21.225
30/03/2020

Adopte des mesures économiques pour soutenir les familles et les micro, petites et moyennes entreprises. Prévoit un bon extraordinaire d'aide aux revenus des familles, autorise un apport extraordinaire en capital à la Banque du Chili, ordonne la réduction transitoire de l'impôt sur les timbres fiscaux, entre autres mesures économiques.



Économie du soin :

Article 3

La mère est la bénéficiaire privilégiée

Décret 101 exempté
(exigences pour la loi 21.225)
09/04/2020



Affaires budgétaires; Économie du soin; Emploi; MPME; Protection sociale/assistance sociale.

Loi 21.226
01/04/2020

Établit un système juridique spécial pour les procédures, audiences, démarches et délais judiciaires pouvant être altérés dû à l'état d'urgence constitutionnel découlant de la pandémie de COVID-19, tant que la norme ayant déclaré cet état d'urgence sera en vigueur (décret suprême n° 104 du 18 mars 2020) ou tant qu'il sera prolongé.



Justice

Loi 21.227
01/04/2020

Prévoit l'accès à des prestations de l'assurance-emploi aux travailleuses et aux travailleurs dépendants dont l'employeur a interrompu ses activités dû à la COVID-19, d'un commun accord ou suite à un acte ou une déclaration d'autorité, ou ayant convenu la continuité de la prestation des services durant la période concernée.



Emploi; Protection sociale/assurance sociale.

Décret 4; Décret 4 T
07/04/2020

Prévoit que les secteurs productifs disposeront d'une plus grande flexibilité pour réaliser leurs activités économiques à différents moments de la journée, permettant ainsi d'éviter l'agglomération de personnes durant ces activités.



Secteur financier et monétaire; Services de première nécessité.

Loi 21.228
16/04/2020

Économie du soin :
Article 3

Inclut les femmes enceintes et/ou ayant des enfants de moins de deux ans

Concède une commutation de grâce générale et des mesures d'application des peines alternative via l'interdiction totale de quitter le domicile pour les personnes condamnées en fonction des situations signalées, dans le cadre des mesures adoptées dû à la pandémie de COVID-19.



Économie du soin; Population carcérale.

Loi 21.229
21/04/2020

Décret 130 exempté
(approuve le règlement d'administration du FOGAPE)
24/04/2020

Augmente le capital du Fonds de garantie pour les petites et moyennes entreprises (FOGAPE) et assouplit temporairement ses conditions jusqu'au 30 avril 2021.



MPME; Secteur financier et monétaire.





Décret 397
13/03/2020

Prévoit un avantage lors du paiement de la taxe parafiscale pour la promotion du tourisme afin d'atténuer les répercussions économiques de la COVID-19 sur le territoire national.



Entreprises et industrie

Décret 417
17/03/2020

Déclare un état d'urgence économique, sociale et écologique dans tout le territoire national durant 30 jours.



Emploi; Santé publique; Sécurité sanitaire; Système de santé; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale.

Décret 438
19/03/2020

Décret 551 (prolongation du décret 438 et ajout de nouveaux biens et intrants)
15/04/2020

Établit que, durant l'état d'urgence déclaré par le décret 417 de 2020, certains biens et intrants nécessaires aux soins médicaux seront exonérés de l'impôt sur les ventes (TVA) à l'importation, et sur les ventes dans le territoire national sans droit de retour et/ou de remboursement.



Commerce; Ressources médicales.

Décret 441
20/03/2020

Prévoit des dispositions en matière de services publics d'aqueducs, d'égouts et d'hygiène.

Décret 580 (élargit le décret 441)
15/04/2020



Protection sociale/assistance sociale; Services de première nécessité; Durabilité.



Durabilité :

Article 3

Établit un paiement différé pour les organismes à but non lucratif de protection de la faune et de la flore

Décret 444
21/03/2020

Décret 552 (ajoute des ressources au FOME)
15/04/2020

Crée le Fonds d'atténuation des urgences (FOME, de son sigle espagnol) et prévoit des dispositions en matière de ressources. Dispose des ressources pour gérer la prise en charge sanitaire, les répercussions négatives sur l'activité productive et la nécessité de maintenir l'emploi et la croissance économique.



Affaires budgétaires; Emploi; Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire; Système de santé.

Décret 458
22/03/2020

Adopte des mesures pour les foyers en situation de pauvreté, autorisant le gouvernement national à réaliser un transfert monétaire sans conditions, supplémentaire et extraordinaire, aux bénéficiaires des programmes Familles en action, Protection sociale aux seniors – Colombie senior et jeunesse en action.



Protection sociale/assistance sociale

Décret 460
22/03/2020

Décète que les maires d'arrondissements et municipaux devront garantir la prise en charge des utilisatrices et utilisateurs, et l'exercice effectif des fonctions administratives et juridictionnelles, pour la protection en cas de violence intrafamiliale et l'adoption de mesures d'urgence visant à protéger les enfants, les adolescents et les personnes âgées victimes de violence intrafamiliale.



Justice; Santé publique; Violence domestique.



Violence domestique :

Articles 1, 2

Protection en cas de violence intrafamiliale et accès à la justice

Article 4

Campagne de prévention de la violence intrafamiliale

Décret 461
22/03/2020

Autorise temporairement les gouverneures et gouverneurs, et maires et mairesses à réaffecter les recettes et à réduire les impôts locaux.



Affaires budgétaires

Décret 462
22/03/2020

Interdit l'exportation et la réexportation de produits nécessaires pour affronter l'urgence sanitaire causée par la COVID-19 et adopte des mesures pour leur distribution et leur vente sur le marché intérieur.

<p><u>Décret 463</u> 22/03/2020</p>	<p> <i>Commerce; Ressources médicales; Système de santé.</i></p> <p>Modifie partiellement le droit de douane pour l'importation de médicaments, d'appareils médicaux, de réactifs chimiques, de produits d'hygiène et de toilette, d'intrants, d'équipements et de matériel requis pour le secteur de l'eau et de l'assainissement de base.</p>
<p><u>Décret 464</u> 23/03/2020</p> <p><u>Décret 555</u> (maintient les mesures adoptées dans le décret 464) 15/04/2020</p>	<p> <i>Commerce; Ressources médicales; Services de première nécessité; Système de santé.</i></p> <p>Prévoit la non-suspension des services de télécommunication durant l'état d'urgence, comme ceux de radiodiffusion sonore, de télévision et les services postaux.</p> <p> <i>Services de télécommunication</i></p>
<p><u>Décret 467</u> 23/03/2020</p>	<p>Décète le Plan d'aide éducative lié à la COVID-19 pour les bénéficiaires de l'Institut colombien de crédit éducatif et d'études techniques à l'étranger.</p> <p> <i>Éducation; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 468</u> 23/03/2020</p>	<p>Autorise de nouvelles opérations à l'Agence financière du développement territorial S.A. (FINDETER, de son sigle espagnol) et à la Banque colombienne du commerce extérieur S.A. Autorise FINDETER à octroyer exceptionnellement des crédits directs à des municipalités, des arrondissements et des départements.</p> <p> <i>Secteur financier et monétaire</i></p>
<p><u>Décret 470</u> 24/03/2020</p> <p><u>Décret 533</u> (adopte des mesures pour l'exécution du</p>	<p>Établit des mesures fournissant des outils aux organismes territoriaux pour garantir l'exécution du Programme d'alimentation scolaire durant l'état d'urgence.</p> <p> <i>Éducation; Sécurité alimentaire.</i></p>

<p>Programme d'alimentation scolaire) 09/04/2020</p>	
<p><u>Décret 471</u> 25/03/2020</p>	<p>Adopte des mesures de protection dans le secteur agricole dû à la volatilité du marché en raison du cours du dollar. Permet au Ministère de l'agriculture et du développement rural de fixer directement des politiques de prix des intrants agricoles, et abroge par conséquent le titre 9 de la section 13 du deuxième livre du décret 1071 de 2015.</p> <p> <i>Agriculture; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret 476</u> 25/03/2020</p>	<p>Établit des mesures visant à garantir la prévention, le diagnostic et le traitement de la COVID-19.</p> <p> <i>Ressources médicales; Santé publique.</i></p>
<p><u>Décret 486</u> 27/03/2020</p>	<p>Crée une incitation économique pour les travailleuses, travailleurs, productrices et producteurs agricoles, et adopte d'autres mesures pour garantir le fonctionnement permanent du système d'approvisionnement de produits agricoles et la sécurité alimentaire sur tout le territoire national.</p> <p> <i>Agriculture; Développement rural; Emploi; Secteur financier et monétaire; Sécurité alimentaire.</i></p>
<p><u>Décret 488</u> 27/03/2020</p>	<p>Adopte des mesures dans le domaine du travail afin de favoriser la conservation de l'emploi et d'apporter des alternatives aux travailleuses et travailleurs, et aux employeurs. Comporte une mesure permettant aux travailleuses et aux travailleurs ayant connu une baisse de leurs revenus mensuels de retirer chaque mois le montant nécessaire pour compenser cette réduction, sur leur compte d'indemnités.</p> <p> <i>Emploi; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>
<p><u>Décret 492</u> 28/03/2020</p>	<p>Optimise l'utilisation du capital d'organismes financiers nationaux, en transférant ces ressources vers le Fonds national de garantie afin d'appuyer l'émission de nouveaux crédits pour maintenir actives les</p>

	relations de crédit et financer les micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que les personnes ne percevant plus de revenus du fait de travailler à leur compte ou d'être sans emploi.
	 <i>Emploi; MPME; Secteur financier et monétaire.</i>
<u>Décret 499</u> 31/03/2020	Adopte des mesures en matière de marchés publics pour l'achat sur le marché international d'appareils médicaux et de matériel de protection personnelle de manière immédiate dû aux turbulences du marché international de biens pour atténuer la pandémie de coronavirus.
	 <i>Affaires budgétaires; Ressources médicales.</i>
<u>Décret 507</u> 01/04/2020	Adopte des mesures favorisant l'accès des ménages les plus vulnérables aux produits de première nécessité, aux médicaments et aux appareils médicaux. Adopte des mesures extraordinaires afin d'éviter que les prix des produits de première nécessité n'augmentent fortement.
	 <i>Protection sociale/assistance sociale; Ressources médicales; Secteur financier et monétaire.</i>
<u>Décret 517</u> 04/04/2020	Prévoit des mesures garantissant la fourniture d'électricité et de gaz combustible, en particulier aux personnes ne disposant pas de ressources économiques suffisantes.
	 <i>Protection sociale/assistance sociale; Services de première nécessité.</i>
<u>Décret 518</u> 04/04/2020	Crée le Programme du revenu solidaire pour répondre aux besoins des ménages en situation de pauvreté et de vulnérabilité dans tout le territoire national grâce à des transferts monétaires sans condition.
	 <i>Protection sociale/assistance sociale</i>
<u>Décret 528</u> 07/04/2020	Prévoit des mesures en matière de services publics d'aqueducs, d'égouts et d'hygiène.

	 <i>Secteur financier et monétaire; Services de première nécessité.</i>
<u>Décret 535</u> 10/04/2020	<p>Adopte des mesures établissant une procédure accélérée de remboursement et/ou de compensation de salaires pour les personnes payant un impôt sur le revenu et la taxe sur les ventes.</p>  <i>Affaires budgétaires</i>
<u>Décret 538</u> 12/04/2020 <u>Décret 607</u> (corrige des erreurs formelles) 29/04/2020	<p>Adopte des mesures dans le secteur de la santé pour contenir et atténuer la pandémie de COVID-19 et assurer la prestation des services de santé.</p>  <i>Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Ressources médicales; Santé publique; Système de santé.</i>
<u>Décret 540</u> 13/04/2020	<p>Adopte des mesures pour élargir l'accès aux télécommunications.</p>  <i>Affaires budgétaires; Services de télécommunication.</i>
 <u>Décret 546</u> 14/04/2020 Économie du soin : Article 2 Inclut les femmes enceintes et/ou ayant des enfants de moins de trois ans	<p>Adopte des mesures pour substituer la peine de prison et la mesure de contrôle de détention préventive dans les établissements pénitentiaires et carcéraux par la résidence surveillée transitoire à domicile pour les personnes particulièrement vulnérables face à la COVID-19, et adopte d'autres mesures pour lutter contre la surpopulation carcérale.</p>  <i>Économie du soin; Population carcérale; Santé publique; Système de santé.</i>
<u>Décret 553</u> 15/04/2020	<p>Prévoit un transfert économique sans condition pour les personnes âgées non enregistrées sur la liste prioritaire du Programme Colombie senior, et un transfert vers le Fonds de solidarité de développement de l'emploi et de protection des chômeurs, géré par les caisses de compensation des prestations familiales.</p>

	 <p><i>Emploi; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>
<p><u>Décret 554</u> 15/04/2020</p>	<p>Adopte des mesures pour la prestation du service de télévision ouverte radiodiffusée afin de répondre à la situation d'urgence.</p>  <p><i>Services de télécommunication</i></p>
<p><u>Décret 557</u> 15/04/2020</p>	<p>Adopte des mesures de transition en matière de tourisme et de registres sanitaires pour les micro et petites entreprises.</p>  <p><i>MPME; Entreprises et industrie.</i></p>
<p><u>Décret 558</u> 15/04/2020</p>	<p>Adopte des mesures dans le domaine du Système général des pensions afin de fournir davantage de liquidités aux employeurs et aux travailleuses et travailleurs indépendants, et de protéger les pensionnés ayant adopté la modalité du retrait programmé, et recevant un salaire minimal légal mensuel en vigueur, contre une possible décapitalisation des comptes d'où leur pension provient.</p>  <p><i>Emploi; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>
<p><u>Décret 559</u> 15/04/2020</p>	<p>Crée le Fonds national de gestion des risques de catastrophe, qui gèrera un sous-compte temporaire visant à financer l'approvisionnement de biens, services et travaux nécessaires pour contenir, atténuer et éviter l'extension des effets négatifs découlant de la COVID-19 sur la population vulnérable et sur le système de santé.</p>  <p><i>Affaires budgétaires; Santé publique; Système de santé.</i></p>
<p><u>Décret 560</u> 15/04/2020</p>	<p>Atténue l'extension des effets sur les entreprises touchées par les causes qui ont motivé la déclaration de l'état d'urgence et la récupération et la protection de l'entreprise comme unité d'exploitation économique et source de création d'emploi.</p>

	 <i>Affaires budgétaires; MPME; Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire.</i>
<p><u>Décret 561</u> 15/04/2020</p>	<p>Destine temporairement les ressources de l'impôt national sur la consommation à la culture afin de contribuer à la subsistance des artistes, créatrices, créateurs, et gestionnaires culturels prouvant leur situation de vulnérabilité, grâce à des transferts monétaires sans condition.</p>  <i>Affaires budgétaires; Entreprises et industrie; Protection sociale/assistance sociale.</i>
<p><u>Décret 563</u> 15/04/2020</p>	<p>Adopte des mesures spéciales de transition pour le secteur de l'inclusion sociale et de la réconciliation pour assurer de façon ininterrompue les services de défenses des familles, afin qu'ils puissent protéger les droits des enfants et des adolescents de Colombie.</p>  <i>Économie du soin; Justice.</i>
<p><u>Décret 567</u> 15/04/2020</p>	<p>Adopte des mesures pour protéger les droits fondamentaux des enfants et des adolescents, et attribue des fonctions aux procureurs judiciaires de la famille en tant qu'autorités juridictionnels de transition pour avancer dans les procédures d'adoption.</p>  <i>Économie du soin; Justice.</i>
<p><u>Décret 568</u> 15/04/2020</p>	<p>Crée l'impôt solidaire pour la COVID-19, destinée spécialement à l'investissement social pour la classe moyenne vulnérable et les travailleuses et les travailleurs informels.</p>  <i>Affaires budgétaires; Économie informelle; Emploi.</i>
<p><u>Décret 570</u> 15/04/2020</p>	<p>Adopte des mesures relatives à la création d'une aide économique exceptionnelle pour les populations démobilisées de groupes armés organisés en cours de réintégration.</p>

	 <i>Protection sociale/assistance sociale</i>
<u>Décret 573</u> 15/04/2020	Établit des mesures fiscales relatives au Fonds de garantie agricole.  <i>Affaires budgétaires; Agriculture.</i>
<u>Décret 574</u> 15/04/2020	Adopte des mesures en matière de mines et d'énergie pour permettre la continuité des services publics à domicile pour les utilisatrices et utilisateurs.  <i>Développement rural; Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire; Services de première nécessité.</i>
<u>Décret 576</u> 15/04/2020	Adopte des mesures dans le secteur des jeux d'argent et de hasard pour empêcher l'extension des répercussions de la pandémie de COVID-19.  <i>Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire.</i>
<u>Décret 579</u> 15/04/2020	Crée de nouvelles dispositions juridiques concernant (i) la suspension des expulsions par les autorités policières de locataires de biens immeubles d'utilisation résidentielle ou commerciale et des personnes morales à but non lucratif, et (ii) l'ajustement, la prolongation et le début des contrats de location des biens immeubles susmentionnés.  <i>Entreprises et industrie; Logement.</i>
<u>Décret 582</u> 16/04/2020	Adopte des mesures dans le domaine de la sécurité sociale afin de protéger les droits des pensionnés et des bénéficiaires du Service social complémentaire d'aides économiques périodiques, et les bénéficiaires du Programme d'indemnisation pour les cotisations de pension.  <i>Protection sociale/assurance sociale</i>

Décret 611
30/04/2020

Autorise le paiement d'heures supplémentaires et effectuées le dimanche et les jours fériés aux fonctionnaires de l'Institut national de la santé, avec un maximum de cent heures supplémentaires par mois.



Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé.

Décret 614
30/04/2020

Établit les aspects nécessaires pour que les habitants du territoire national disposent de canaux officiels d'information téléphonique et mobile durant les urgences sanitaires.



Services de télécommunication



Équateur

Décret 1017
16/03/2020

Déclare l'état d'urgence en raison de calamité publique sur tout le territoire national, dû aux cas de coronavirus confirmés et à la déclaration de pandémie de COVID-19 de l'Organisation mondiale de la santé, qui représentent un risque de contagion élevé pour toute la population.



Emploi; Santé publique; Sécurité sanitaire; Services de première nécessité.

Décret 1020
25/03/2020

Prolonge le délai d'amnistie migratoire et de la procédure de régularisation pour motifs humanitaires, conféré par le décret exécutif n° 826 du 25 juillet 2019.



Migrantes et migrants; Sécurité sanitaire.

Décret 1021
27/03/2020

Prolonge le délai de paiement de l'impôt sur les revenus des sociétés pour l'exercice fiscal 2019 et de la taxe sur la valeur ajoutée à payer en avril, mai et juin 2020.



Agriculture; Affaires budgétaires; MPME; Entreprises et industrie.

Décret 1022
27/03/2020

Établit le Bon de protection d'urgence des familles pour aider financièrement les familles bénéficiaires, couvrir leurs besoins de base et alléger les effets de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire.



Protection sociale/assistance sociale



Guyane

**Directives du président
données en vertu de
l'ordonnance de santé
publique**

16/03/2020

Déclare que des mesures immédiates sont nécessaires pour lutter contre la COVID-19.



Affaires budgétaires; Éducation; Santé publique; Sécurité sanitaire.



Paraguay

Décret 3456
16/03/2020

Déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire national pour contrôler le respect des mesures sanitaires prévues dans la mise en œuvre des mesures préventives face au risque de propagation de la COVID-19.



Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret 3469
18/03/2020

Autorise le Ministère des finances à réaffecter des crédits budgétaires prévus dans le budget des organismes et des entités de l'État pour les destiner à ceux pouvant être touchés par les mesures mises en place par le gouvernement pour atténuer l'impact de la COVID-19.



Affaires budgétaires

Décret 3471
18/03/2020

Modifie partiellement l'annexe du décret n° 6655 du 30 décembre 2016 et ses amendements afin d'ajuster les droits de douane sur l'importation de fournitures médicales nécessaires pour prévenir et atténuer la COVID-19.



Loi 6524
25/03/2020

**Participation du public;
Responsabilité;
Transparence :**

Articles 41-45

Plusieurs dispositions, y compris la création d'une commission bicamérale du Congrès chargée du contrôle permanent de la transparence

Décret 3531 (réglemente l'application de l'article 18 de la loi 6524)
13/04/2020

Décret 3546 (réglemente l'application de l'article 24 de la loi 6524)
13/04/2020

Décret 3495
30/03/2020



Commerce; Ressources médicales.

Déclare l'état d'urgence sur tout le territoire de la République du Paraguay face à la pandémie déclarée par l'Organisation mondiale de la santé dû à la COVID-19, et établit des mesures administratives, budgétaires et financières.



Affaires budgétaires; Économie informelle; Emploi; MPME; Entreprises et industrie; Participation du public; Protection sociale/assurance sociale; Responsabilité; Secteur financier et monétaire; Services de première nécessité; Transparence.

Crée le programme Aide pour la sécurité alimentaire « ÑANGAREKO » et autorise le Secrétariat de l'urgence nationale à réaliser des transferts monétaires pour l'achat d'aliments et de produits d'hygiène, en substitution à la distribution de trousseaux alimentaires au secteur ouvrier touché par les mesures prises dans le cadre de l'urgence sanitaire due à la COVID-19.



Protection sociale/assistance sociale; Ressources médicales; Sécurité alimentaire.

Décret 3530
13/04/2020

Autorise le Ministère des finances à affecter des ressources spécifiques au Fonds de garantie pour les micro, petites et moyennes entreprises, pour qu'il les gère en vertu de l'article 9 de la loi n° 5628/2016.



MPME



<p><u>Décret suprême 008-2020</u> 11/03/2020</p>	<p>Déclare une urgence sanitaire au niveau national pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires face la COVID-19 et prévoit des mesures de prévention et de contrôle pour éviter sa propagation.</p> <p> <i>Éducation; Emploi; Santé publique; Sécurité sanitaire.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 025-2020</u> 11/03/2020</p>	<p>Prévoit des mesures urgentes visant à renforcer le système de surveillance et de réponse sanitaire face au sérieux danger de la propagation de la maladie causée par un nouveau coronavirus (COVID-19) sur le territoire national, afin d'établir des mécanismes immédiats pour la protection de la santé de la population et de minimiser l'impact sanitaire sur cette dernière.</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Éducation; Emploi; Santé publique.</i></p>
<p><u>Décret suprême 010-2020-SA</u> 14/03/2020</p> <p><u>Décret suprême 011-2020-SA</u> (amende l'annexe 1 du décret suprême 010-2020) 30/03/2020</p>	<p>Approuve le « Plan d'action - Surveillance, contention et prise en charge des cas de la nouvelle COVID-19 au Pérou », et la liste de « Biens et services requis pour les activités de l'urgence sanitaire de la COVID-19 ».</p> <p> <i>Affaires budgétaires; Protection sociale/assurance sociale; Santé publique; Système de santé.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 026-2020</u> 15/03/2020</p>	<p>Approuve des mesures supplémentaires permettant d'adopter des mesures de prévention et de réponse pour réduire le risque de propagation et l'impact sanitaire de la maladie causée par le virus de la COVID-19 sur le territoire national, ainsi que de contribuer à réduire l'impact sur l'économie péruvienne.</p> <p> <i>Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Santé publique; Sécurité sanitaire; Services de télécommunication; Système de santé.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 027-2020</u> 16/03/2020</p> <p><u>Décret d'urgence 044-2020</u> (élargit les mesures du décret d'urgence 027-2020)</p>	<p>Approuve des mesures pour la protection économique des ménages vulnérables face au risque de propagation de la COVID-19.</p> <p> <i>Protection sociale/assurance sociale; Sécurité sanitaire.</i></p>

21/04/2020

Décret d'urgence 028-2020
19/03/2020

Approuve des mesures économiques et financières extraordinaires permettant d'acquérir des biens et des services pour se procurer, transporter et traiter des essais de dépistage de la COVID-19, nécessaires pour prévenir et traiter cette urgence au niveau national.



Affaires budgétaires; Ressources médicales.

Décret d'urgence 029-2020
20/03/2020

Décret d'urgence 049-2020
(renforce la gestion du FAE-MPE)
27/04/2020

Prévoit des mesures économiques et financières extraordinaires pour promouvoir le financement des micro et petites entreprises (MPE) touchées par la COVID-19. Crée le Fonds d'aide aux MPE (FAE-MPE) qui vise à garantir les crédits de fonds de roulement octroyés aux MPE.



MPME; Secteur financier et monétaire.

Décret d'urgence 031-2020
23/03/2020

Établit des mesures extraordinaires permettant de renforcer les systèmes de prévention, de contrôle, de surveillance et de réponse sanitaire pour la prise en charge de l'urgence causée par la COVID-19.



Affaires budgétaires; Ressources médicales; Système de santé; Logement.

Loi 31011
27/03/2020

Délègue au pouvoir exécutif la capacité à légiférer dans différents domaines pour la prise en charge de l'urgence sanitaire causée par la COVID-19, pendant quarante-cinq (45) jours calendaires.



Affaires budgétaires; Éducation; Emploi; MPME; Entreprises et industrie; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Santé publique; Sécurité sanitaire; Services de première nécessité; Système de santé.

Décret d'urgence 033-2020
27/03/2020

Prévoit des mesures pour minimiser les effets de l'urgence nationale sur les ménages vulnérables aux faibles revenus, ainsi que sur les personnes physiques et morales dont les activités quotidiennes ont été suspendues. Autorise les gouvernements locaux à acquérir et à distribuer des produits de première nécessité durant l'exercice fiscal 2020.



Transparence :

Article 23

Publication de rapports avec la mise à jour des principales variables macroéconomiques et budgétaires pour l'exercice fiscal 2020

	 <p><i>Affaires budgétaires; Agriculture; Emploi; Entreprises et industrie; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale; Sécurité alimentaire; Transparence.</i></p>
<p><u>Décret suprême 012-2020-SA</u> 01/04/2020</p>	<p>Établit des normes réglementaires pour assurer la continuité des mesures de prévention, de contrôle, de diagnostic et de traitement de la COVID-19 dans le secteur de la santé.</p>  <p><i>Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Protection sociale/assurance sociale; Ressources médicales; Santé publique; Système de santé.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 034-2020</u> 01/04/2020</p>	<p>Prévoit un retrait extraordinaire du fonds de pensions du Système de pension privé pour atténuer les répercussions économiques de l'isolement social obligatoire et d'autres mesures.</p>  <p><i>Protection sociale/assurance sociale</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 035-2020</u> 03/04/2020</p>	<p>Prévoit des mesures complémentaires pour réduire l'impact sur l'économie nationale de l'immobilisation et de l'isolement social obligatoire imposé par la déclaration de l'état d'urgence nationale, y compris la continuité des services publics de base d'électricité, de gaz naturel et de télécommunication, pour les populations vulnérables.</p>  <p><i>Affaires budgétaires; Emploi; Ressources médicales; Services de première nécessité; Services de télécommunication; Logement.</i></p>
<p><u>Loi 31016</u> 06/04/2020</p> <p>Responsabilité : Article 2 Le Bureau du Contrôleur général de la République est habilité à contrôler les organismes relevant du Système national de contrôle</p> 	<p>Prévoit des mesures pour le déploiement du contrôle simultané durant l'urgence sanitaire due à la COVID-19. Prévoit que le Bureau du Contrôleur général de la République élaborera les modalités de contrôle simultané suivantes : contrôle fréquent, visite de contrôle et orientation professionnelle sur l'urgence sanitaire due à la COVID-19.</p>  <p><i>Responsabilité</i></p>
<p><u>Décret suprême 013-2020-SA</u> 08/04/2020</p>	<p>Prévoit des mesures temporaires pour assurer l'approvisionnement de produits nécessaires pour la santé durant l'urgence sanitaire déclarée dû à la COVID-19.</p>



Commerce; Ressources médicales

Décret d'urgence 036-2020
10/04/2020

Prévoit des mesures complémentaires pour réduire l'impact sur l'économie nationale et les ménages avec des travailleuses et travailleurs indépendants en situation de vulnérabilité économiques, et pour assurer la continuité des services d'assainissement.



Affaires budgétaires; Agriculture; Emploi; Protection sociale/assistance sociale; Services de première nécessité.

Décret d'urgence 037-2020
12/04/2020

Prévoit des mesures extraordinaires permettant au secteur de la santé de garantir la prise en charge de l'urgence sanitaire causée par l'épidémie de COVID-19, y compris l'extension de l'octroi de l'assurance vie pour tout le personnel soignant aidant les organismes sanitaires publics dans le cadre de la COVID-19.



Affaires budgétaires; Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Protection sociale/assurance sociale; Ressources médicales.

Décret d'urgence 038-2020
14/04/2020

Établit des mesures extraordinaires pour atténuer les répercussions économiques subies par les travailleuses et les travailleurs du secteur privé dû aux mesures de restriction et d'isolement social adoptées dans le cadre de l'urgence sanitaire déclarée, ainsi que pour protéger leur emploi.



Emploi; Protection sociale/assurance sociale.

Décret d'urgence 039-2020
16/04/2020

Prévoit des mesures complémentaires permettant au secteur de la santé de gérer l'urgence sanitaire causée par l'épidémie de COVID-19, y compris via le financement de la mise en place d'équipes de réponse rapide dans les gouvernements régionaux et d'équipes de suivi clinique.



Affaires budgétaires; Professionnelles et professionnels de la santé; Ressources médicales; Système de santé.

Décret d'urgence 040-2020
17/04/2020

Prévoit des mesures économiques et financières extraordinaires pour promouvoir le financement des micro, petites et moyennes entreprises touchées économiquement par la propagation de la COVID-19, à travers les entreprises d'affacturage.

	 <p><i>MPME; Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 041-2020</u> 18/04/2020</p>	<p>Prévoit des mesures extraordinaires dans le cadre de la loi n° 31015 qui autorise l'exécution d'interventions en matière d'infrastructure sociale de base, productive et naturelle, à travers des centres d'exécution, afin de promouvoir la réactivation du secteur de l'agriculture et de l'irrigation.</p>  <p><i>Agriculture; Développement rural.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 042-2020</u> 19/04/2020</p>	<p>Approuve des mesures extraordinaires supplémentaires visant à contribuer à réduire l'impact de l'économie péruvienne sur les ménages en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté dans les zones rurales, dû aux répercussions économiques de la COVID-19.</p>  <p><i>Développement rural; Protection sociale/assistance sociale.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 043-2020</u> 20/04/2020</p> <p><u>Décret d'urgence 048-2020</u> (mesures supplémentaires sur les logements temporaires) 27/04/2020</p>	<p>Approuve des mesures extraordinaires pour acquérir les biens et les services nécessaires au logement durant le confinement et à l'alimentation des personnes devant se déplacer dans le pays et ne pouvant pas retourner à leur domicile suite à la déclaration de l'urgence nationale dû à des liens familiaux ou professionnels, à leur vulnérabilité et/ou à des raisons sanitaires.</p>  <p><i>Protection sociale/assistance sociale; Sécurité alimentaire; Logement.</i></p>
<p><u>Décret d'urgence 047-2020</u> 27/04/2020</p>	<p>Prévoit des mesures extraordinaires pour réduire les effets de la situation budgétaire des gouvernements locaux dû à la baisse des recettes collectées par les sources de financement Ressources collectées directement et Ressources déterminées dans les catégories Impôts municipaux et Fonds de compensation municipal.</p>  <p><i>Affaires budgétaires</i></p>



Suriname

Loi sur l'état d'exception lié à la COVID-19
08/04/2020

Établit un état d'urgence et prévoit des mesures économiques et sociales supplémentaires pour prévenir et atténuer la propagation de la COVID-19.



Sécurité sanitaire; Santé publique



Uruguay

Décret 93/020
13/03/2020

Déclare l'état d'urgence nationale sanitaire en raison de la pandémie de COVID-19.



Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret 108/020
24/03/2020

Exige l'exécution du financement partiel du poste budgétaire extraordinaire exceptionnellement établi dans l'Accord collectif du 20 mars par les représentants du secteur national de la construction, et qui consiste en une aide aux travailleurs de la construction, dû à la pandémie de COVID-19 et à ses répercussions sur l'activité professionnelle.



Emploi; Entreprises et industrie.

Décret 109/020
25/03/2020

Décret 132/020
(prolongation de la période prévue par le décret)
24/04/2020

Établit que les personnes de 65 ans ou plus, faisant partie du domaine subjectif d'application des indemnités de maladie établi par le décret-loi n° 14.407 du 22 juillet 1975, ses lois modificatives et concordantes, pourront demeurer en isolement au plus tard jusqu'au 31 mai 2020, en fonction des notifications des entreprises à la Banque de prévoyance sociale.



Emploi

Loi 19.869
02/04/2020

Établit les directives générales pour la mise en œuvre et le développement de la télémédecine pour la prestation des services de santé, afin d'améliorer leur efficacité et leur qualité, et d'augmenter leur couverture grâce à l'utilisation de technologies de l'information et de la communication.

	 <p><i>Systeme de sante</i></p>
<p><u>Loi 19.872</u> 03/04/2020</p>	<p>Exonere les petites entreprises ayant jusqu'à 10 employes de 40 % des cotisations patronales et personnelles faisant partie du Regime de l'industrie et du commerce.</p>
	 <p><i>Affaires budgetaires; MPME.</i></p>
<p><u>Loi 19.873</u> 03/04/2020</p> <p><u>Décret 131/020</u> (reglemente la mise en place du registre des professionnelles et professionnels de la sante) 17/04/2020</p>	<p>Creé un registre des professionnelles et professionnels de la sante participant à l'assistance (travailleuses et travailleurs medicaux et non medicaux), effectuant des taches dans les institutions privees d'assistance medicale et qui sont exposes au risque de contagion du SARS-CoV2 à l'origine de la maladie de la COVID-19. Declare la COVID-19 comme maladie professionnelle durant l'urgence sanitaire.</p>
	 <p><i>Emploi; Professionnelles et professionnels de la sante; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>
<p><u>Décret 120/020</u> 06/04/2020</p>	<p>Exhorte l'Administration nationale des telecommunications à suspendre les coupures des services de telecommunication pour defaut de paiement exclusivement pour les utilisatrices et utilisateurs residentiels et les services d'entreprises concernees par l'alinéa E de l'article 52 du titre 4 du texte revise 1996, jusqu'au 13 avril 2020.</p>
	 <p><i>Services de telecommunication</i></p>
<p><u>Loi 19.874</u> 08/04/2020</p> <p><u>Décret 133/020</u> (reglemente l'application de la loi 19.874) 24/04/2020</p>	<p>Creé le Fonds solidaire COVID-19 et l'impot d'urgence sanitaire COVID-19.</p>
	 <p><i>Affaires budgetaires; Protection sociale/assurance sociale.</i></p>

Décret 119/020
08/04/2020

Exhorte l'Administration nationale des usines et des transmissions électriques à suspendre les coupures d'alimentation en électricité pour défaut de paiement exclusivement dans le cas des utilisatrices et utilisateurs d'abonnements généraux et résidentiels, jusqu'au 13 avril 2020.



Services de première nécessité

Décret 122/020
08/04/2020

Décète qu'en situation d'urgence sanitaire, le Ministère du développement social et le Ministère de la santé publique pourront importer des réactifs de diagnostic, des équipements médicaux et/ou des dispositifs thérapeutiques, une fois approuvés par le bureau technique compétent du Ministère de la santé publique.



Commerce; Ressources médicales.

Décret 127/020
14/04/2020

Intègre les travailleuses et les travailleurs indépendants affiliés à la Caisse notariale de sécurité sociale et définis dans les paragraphes B) et D) de l'article 43 de la loi organique n° 17.437 du 20 décembre 2001, au régime d'indemnités de chômage forcé réglementé par le décret-loi n° 15.180 du 20 août 1981, ses lois modificatives et concordantes.



Emploi; Protection sociale/assurance sociale.

Décret 130/020
17/04/2020

Concède une indemnité d'incapacité temporaire de travail aux professionnelles et professionnels de la santé indépendants ne bénéficiant pas de l'assurance de la Banque d'assurance de l'État. Rend viables les dispositions de la résolution du Conseil d'administration de la Caisse de retraite et de pension des professionnels universitaires.



Emploi; Professionnelles et professionnels de la santé; Protection sociale/assurance sociale.



Décret 4.160

13/03/2020

Décret 4.186

(prolongation de 30 jours)

12/04/2020

Décrète l'état d'urgence dans tout le territoire national afin que le pouvoir exécutif adopte des mesures urgentes, efficaces et nécessaires pour protéger la santé de la population vénézuélienne et atténuer et éliminer les risques d'épidémie de COVID-19.



Éducation; Ressources médicales; Santé publique; Sécurité sanitaire.

Décret 4.166

17/03/2020

Exonère le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe à l'importation et la taxe déterminée par le régime douanier, ainsi que tout autre impôt ou taxe applicable conformément au cadre juridique en vigueur, pour les importations définitives de biens meubles corporels réalisées par les organismes et entités de l'administration publique nationale afin d'éviter la propagation de la COVID-19.



Affaires budgétaires; Commerce; Ressources médicales.

Décret 4.167

23/03/2020

Ratifie l'inamovibilité professionnelle des travailleuses et des travailleurs des secteurs public et privé régis par le décret ayant rang, valeur et force de loi organique du travail, des travailleuses et des travailleurs, à partir de l'entrée en vigueur de ce décret et jusqu'au 31 décembre 2020, pour protéger le droit du travail.



Emploi

Décret 4.168

23/03/2020

Prévoit les mesures de protection économique dans le cadre de l'état d'urgence pour gérer l'urgence sanitaire de la COVID-19. Met en place un régime spécial de paiement des crédits en cours de la banque nationale publique et privée, et donne la priorité à l'octroi de crédits aux secteurs stratégiques dont l'activité est indispensable.



Entreprises et industrie; Secteur financier et monétaire; Sécurité alimentaire.

Décret 4.169

23/03/2020

Suspend le paiement des redevances de location de biens immeubles d'utilisation commerciale ou utilisés comme résidence principale.



Entreprises et industrie; Logement.

Décret 4.171
02/04/2020

Exonère du paiement de l'impôt sur le revenu et sur l'enrichissement annuel d'origine national les personnes physiques résidant dans le pays durant l'exercice fiscal 2019, et dont le salaire habituel ou dont le revenu issu de leur activité à la fin de cette période ne dépasse pas un montant équivalent à trois salaires minimaux en vigueur au 31 décembre 2019.



Affaires budgétaires

Décret 4.193
27/04/2020

Augmente le revenu minimal mensuel et la protection sociale, y compris via un ajustement des montants des prestations sociales non salariales à caractère non rémunérateur concédés à travers la « Plateforme patrie » dans le cadre du système de protection sociale des citoyennes et des citoyens vénézuéliens.



Emploi; Protection sociale/assistance sociale; Protection sociale/assurance sociale.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS



Organisation des États Américains

CP/RES. 1151 (2280/20)
(La réponse de l'OEA à la pandémie de COVID-19)
16/04/2020

Encourage la coopération et la solidarité au niveau du continent américain pour contenir, atténuer et vaincre la pandémie et ses conséquences, y compris par l'échange d'informations, de connaissances scientifiques, d'enseignements tirés et de meilleures pratiques, en accordant une attention aux impacts différentiels touchant tous les groupes vulnérables et à risque.



Violence domestique;
Égalité des genres:

Article 3

La prévention et la réponse à la violence sexiste dans toutes les actions liées à la COVID-19

Article 6

La pleine participation des femmes dans la réponse à la COVID-19



Affaires budgétaires; Coopération régionale; Égalité des genres; Personnel soignant; Ressources médicales; Santé publique; Secteur financier et monétaire; Sécurité sanitaire; Système de santé; Violence domestique.



Union européenne

Décision (UE) 2020/491 de la Commission
03/04/2020

Prévoit un allègement des droits à l'importation et l'exonération de la TVA sur les importations octroyées pour les marchandises nécessaires à la lutte contre les effets de la pandémie de COVID-19 en 2020.



Affaires budgétaires; Commerce; Coopération régionale.

Règlement (UE) 2020/521 du Conseil
14/04/2020

Active une aide d'urgence en vertu du règlement (UE) 2016/369 pour financer les dépenses nécessaires à la lutte contre la pandémie de COVID-19 du 1^{er} février 2020 et 31 janvier 2022.



Affaires budgétaires; Système de santé; Ressources médicales; Santé publique; Coopération régionale.

Décision (UE) 2020/545 du Parlement européen et du Conseil
17/04/2020

Mobilise l'instrument de flexibilité pour le financement de mesures budgétaires immédiates dans le contexte de la pandémie de COVID-19.



Affaires budgétaires; Coopération régionale.

Décision (UE) 2020/546 du Parlement européen et du Conseil
17/04/2020

Décision (UE) 2020/547 du Parlement européen et du Conseil
17/04/2020

Mobilise la marge pour imprévus en 2020 afin de fournir une aide d'urgence aux États membres et de renforcer encore le mécanisme de protection civile de l'Union/rescEU en réponse à la pandémie de Covid-19.



Affaires budgétaires; Coopération régionale.